

**Notes pour une intervention
de M. Marc-André Deniger,
chercheur associé
du Centre de recherche et d'intervention sur la réussite scolaire
(CRIRES)
et professeur titulaire à la Faculté des sciences de l'éducation
de l'université de Montréal,
dans le cadre d'une conférence de presse
sur la pertinence des palmarès des écoles secondaires**

Montréal, le 21 octobre 2008

Pourquoi les palmarès des écoles du Québec se trompent-ils et nous trompent-ils ?

Par définition, un palmarès est une liste de lauréats qui ont gagné des prix à la suite d'une compétition ou d'un concours. Les écoles du Québec ne participent pas à un concours ou à une compétition, elles offrent le meilleur service possible à une population. Comme il n'y a pas de compétition, il ne peut pas y avoir de palmarès avec des premiers et des derniers.

Ce que le *Journal de Montréal*, le *Journal de Québec* et *L'actualité* publient, c'est un classement des écoles du Québec basé sur des observations incomplètes, parfois subjectives, choisies par l'Institut Fraser et l'Institut économique de Montréal (IEDM).

Ces organismes ont comme mission de promouvoir, chez les gens, l'idée que le libre marché dans les différents domaines de la vie sociale est la seule approche afin d'améliorer l'économie d'un pays. Cette position est remise en question par le lauréat du prix Nobel d'économie 2008, Paul Krugman, professeur à la prestigieuse université Princeton aux États-Unis. Selon Krugman, l'approche du libre marché a des limites certaines dans des domaines comme l'éducation, et peut même mener à des échecs des marchés.

Selon ces organismes, l'éducation primaire et secondaire est un bien de consommation au même titre que les voitures, les appareils ménagers ou les restaurants. Les parents sont considérés comme des acheteurs qui ont le droit d'être informés afin de mieux choisir le produit qu'ils vont acheter. Cette manière de voir est erronée pour plusieurs raisons, et peut même causer des préjudices certains. Ces raisons et ces préjudices seront expliqués plus loin.

Selon le Centre de recherche et d'intervention sur la réussite scolaire (CRIRES), en conformité avec les positions passées et actuelles de la Fédération des commissions scolaires du Québec (FCSQ), de la Fédération des établissements d'enseignement privés (FEEP), de la Fédération des comités de parents du Québec (FCPQ), et de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ), la mise en rang des écoles par des palmarès n'a aucun effet bénéfique sur la réussite des élèves.

Ces publications n'ont pas permis d'augmenter la réussite ou d'accroître la persévérance scolaire au cours des dernières années. De plus, ces palmarès entraînent la démotivation du personnel et des élèves, la culpabilité et le doute des parents, projettent une image faussée de l'éducation publique, une sous-estimation de l'image des écoles publiques et une concurrence malsaine entre les écoles.

- Dans une société démocratique moderne comme le Québec, l'éducation est un service que l'État a la responsabilité d'offrir à tous les citoyens. La manière d'évaluer la qualité d'un service aux citoyens n'est pas la même que celle qu'on utilise pour évaluer un produit commercial.
- Le classement des écoles proposé par l'Institut Fraser et l'IEDM est erroné et donne des informations incomplètes et non pertinentes aux parents, puisqu'il se base sur le faux postulat que l'école est le seul déterminant de la réussite scolaire des jeunes.
- L'éducation est un phénomène très complexe dont la qualité est influencée par différents facteurs. Certains de ceux-ci relèvent de l'école, mais plusieurs d'entre eux lui sont externes, notamment le niveau socioéconomique des familles, le niveau de scolarité des parents et le niveau de préparation des enfants avant leur arrivée à l'école. Ainsi, les palmarès des écoles secondaires induisent les parents et la population en erreur sur la qualité des écoles du Québec et des personnes qui y œuvrent au quotidien. Cela est démontré par le fait que les élèves des écoles du Québec, tant publiques que privées, se classent parmi les meilleurs dans les tests internationaux mesurant les compétences acquises dans les matières de base.
- Dans un contexte mondial, où l'économie est fondamentalement basée sur le savoir, le Québec, très peu peuplé, fait face à une forte compétition de la part de pays plus peuplés comme les États-Unis, la Chine ou l'Inde. Les Québécois doivent s'assurer que la proportion des jeunes qui réussissent à l'école et obtiennent un diplôme augmente significativement dans les prochaines années, sinon notre économie va sérieusement en souffrir.

Conclusion

L'heure est à la promotion de la persévérance et de la réussite scolaires pour tous les jeunes du Québec. Au lieu de mettre en opposition les écoles entre elles, tant publiques que privées comme le font les palmarès, il est temps de valoriser les forces de notre système d'éducation dans son ensemble tout en continuant à l'améliorer, car c'est ce qui permettra vraiment d'atteindre une plus grande réussite pour tous les jeunes. Il faut en faire une priorité nationale.